

Pour comprendre la situation de l'U.N.E.A. et relancer le mouvement étudiant à la base



Le malaise qui couve à l'Université d'Alger depuis 1962 va sans aucun doute s'amplifier avec les problèmes posés par la nouvelle rentrée scolaire et universitaire.

En effet le nombre des étudiants atteindra cette année — selon Taleb Ahmed — le chiffre de 12.000, répartis entre Constantine, Alger et Oran. Mais cet accroissement n'est pas compensé par une augmentation correspondante des possibilités universitaires : les mêmes problèmes continueront à se poser.

Passons rapidement sur le niveau de l'enseignement, car ce n'est un mystère pour personne que l'université algérienne manque de professeurs. Taleb est forcé de reconnaître que « l'encadrement (est) insuffisant, en quantité, voire même en qualité parfois ».

Ce niveau très bas est aggravé par des structures inadaptées, copiées purement et simplement, sur celles d'autres pays. Chaque année une commission est créée pour étudier le problème et chaque année elle aboutit à la nécessité de créer une autre commission : le seul résultat pratique est d'avoir détourné l'attention pendant un an.

UN ENSEIGNEMENT POUR PRIVILEGIES.

Par contre du point de vue de l'origine sociale aucun grand changement n'a affecté le milieu étudiant

depuis 1962. Les étudiants restent pour leur grande majorité issus de milieux bourgeois et petit-bourgeois. Quelques étudiants issus de milieux humbles se débattent dans d'innombrables difficultés matérielles malgré l'allocation d'études dont chaque retard dans le paiement provoque une véritable catastrophe ; ils font figure de sous-étudiants et deviennent de ce fait des proies faciles pour la bureaucratie du parti, de l'Etat ou même pour l'armée.

La démocratisation est bien sûr toujours invoquée par le régime, mais, cette année, Taleb s'est démasqué en déclarant : « démocratiser l'enseignement supérieur cela ne doit pas signifier, permettre l'accès de l'université à des personnes qui ne présentent pas les aptitudes nécessaires et indispensables ». Or, on sait que la sélection se fait déjà au niveau de l'enseignement primaire : 50 % de fils du peuple (pourcentage plus élevé pour les ruraux et les filles) ne sont pas scolarisés ; le reste est éliminé rigoureusement par un enseignement trop cher et des revenus trop faibles. Selon El Moudjahid 5 % seulement des enfants inscrits en sixième atteignent le niveau de la licence. Nul doute alors que ceux qui « présentent les aptitudes nécessaires et indispensables » ne peuvent être que les fils de la bourgeoisie, seuls bénéficiaires d'un enseignement primaire valable (les moniteurs sont réservés aux campagnes et aux quartiers populaires des villes) et de revenus suffisants. Que peut signifier

dans ce cas une démocratisation si ce n'est un « mot employé souvent pour ne rien dire » (déclaration de Taleb à El Djeïch).

En second lieu l'université est considérée comme le fournisseur de la bureaucratie de l'Etat, en agents et cadres ; l'enseignement supérieur est ainsi « rentabilisé » : le mot est à la mode en Algérie où toute activité n'est jugée par les dirigeants que sous l'angle du profit qu'elle peut procurer. Il est à rapprocher de ce fait l'idéologie diffusée par la classe dominante et tendant à présenter l'étudiant comme un privilégié, « futur cadre de la nation, etc... ».

Ainsi, plus que jamais, l'enseignement primaire et secondaire, se veut un *enseignement de classe*, c'est-à-dire entièrement au service des classes dirigeantes par la sélection, poussée plus loin que partout ailleurs, par le *contenu* et les débouchés. Une fois éliminés presque totalement les enfants d'extraction populaire, l'université dispense aux privilégiés qui restent une « formation » faisant d'eux des défenseurs serviles de l'ordre bourgeois.

LE MOUVEMENT ETUDIANT-ALGERIEN

Devant cette orientation de l'enseignement, où en est le mouvement étudiant algérien ?

L'organisation qui se veut représentative de ce mouvement est

l'Union Nationale des Etudiants Algériens. Dans son évolution depuis 1962, il faut distinguer deux étapes.

Avant le 19 juin 1965, l'U.N.E.A. était inféodée au F.L.N. dont elle recherchait elle-même la tutelle, sa charte déclarant entre autre : « l'action de l'U.N.E.A. contrôlée par le bureau politique du F.L.N. vise à la mobilisation des étudiants... ». La direction de l'U.N.E.A. se considérait comme partie prenante du pouvoir au soutien duquel elle contribuait grâce à la masse de manœuvre que représentent les étudiants : campagne d'alphabétisation, campagne de l'arbre, etc... L'Union était un des éléments de la petite bourgeoisie du F.L.N. dans ses luttes d'appareil, baptisées pompeusement « luttes pour le socialisme ».

Le 19 juin marque l'éviction, de l'appareil d'Etat d'une aile (gauchisante ?) de cette petite bourgeoisie bureaucratique et avec elle de la direction de l'U.N.E.A. Cette dernière est alors placée devant une alternative douloureuse : se soumettre au nouveau pouvoir ou le combattre avec bien sûr la perspective de perdre tous les priviléges qui résultaient de ses importantes attributions dans le régime précédent : bourses, avantages sociaux, voyages, etc...

Dans un premier temps la direction de l'Union tente d'entraîner les étudiants dans des manifestations pro-benbellistes tout en participant à la création du mouvement O.R.P., expression de la fraction déchue de la petite bourgeoisie, depuis lors les publications et les déclarations de l'Union reprennent purement et simplement les analyses de ce mouvement. Ce dernier tente depuis longtemps un rapprochement avec le pouvoir (lettre de Hadjeres à Boumediene, télégrammes de félicitations adressés à ce dernier pour son « anti-impérialisme » et sa « politique industrielle positive », déclaration apologétique de Bouhali à la conférence des « partis communistes » de Moscou). La direction de l'U.N.E.A. emboite le pas et recherche — officiellement depuis le 1^{er} novembre 1968 — à collaborer avec le F.L.N. dont elle reconnaît la

tutelle à condition qu'il accepte la « normalisation de la vie de l'Union ». Cette normalisation étant conçue comme le retour à une certaine légalité qui ferait de nouveau, de l'U.N.E.A. un petit rouage du pouvoir. Ce dernier n'est pas remis globalement en cause pour sa nature de classe bourgeoise, mais, il comporterait seulement des « aspects négatifs » qu'il conviendrait de neutraliser en unissant en « un large front » toutes les « forces démocratiques et de progrès ». Ceci est à rapprocher de la théorie révisioniste des deux aspects du pouvoir d'Etat, théorie par laquelle les dirigeants russes espèrent geler les luttes de classes dans les pays aujourd'hui dominés pour en faire une base de leur impérialisme naissant.

Il serait également bon de mettre l'accent sur les méthodes de travail utilisées par la direction de l'U.N.E.A. : chantage aux bourses, promesses d'avantages matériels (voyages, bourses de vacances, etc...) absence de vie à la base où la formation des étudiants est réduite à la répétition de quelques slogans promus au rang de vérités universelles, techniques bureaucratiques dans les assemblées générales, voire même, méthodes de terrorisme. Les dirigeants de l'U.N.E.A. se comportent toujours en fait — habitude héritée de la période précédente — comme les détenteurs d'une partie

du pouvoir d'Etat.

Mais dans cette conception de son rôle, la direction de l'U.N.E.A. se heurte à une contradiction de taille. Elle se conçoit d'une part comme une organisation d'avant-garde engagée dans la construction du socialisme par la défense de la Charte d'Alger, (ceux qui remettent en cause cette charte sont tout simplement taxés de contre-révolutionnaires et se voient écartés de l'Union). Mais cette définition restreindrait beaucoup trop la base de l'Union qui est amenée à se présenter aussi comme une organisation de masse qui aurait pour tâche la défense des intérêts matériels et moraux de *tous* les étudiants.

Mais le milieu étudiant a pour caractéristiques principales d'être hétérogène, de par les origines et les préoccupations diverses de ses membres, et en même temps instable. Pour qu'un tel regroupement soit viable, il faut qu'il se fasse sur une base strictement apolitique : c'est le *corporatisme* classique dont une des manifestations les plus criantes est l'esprit de coterie très courant chez nos étudiants (ghetto de l'ex-rue Michelet et du quartier des facultés à Alger, isolement du 115 boulevard Saint-Michel par rapport au milieu ouvrier algérien à qui on en interdit l'accès et où n'ont droit de cité que les problèmes et brochures exclusivement étudiants.



Il faut signaler ici que cette position ambiguë de l'U.N.E.A. n'est pas le résultat du hasard, il faut la relier à la stratégie des éléments du P.C.A.-O.R.P., ceux-ci, en effet, tentent de se constituer grâce au mouvement étudiant, une masse de manœuvre, pour leurs tractations avec le pouvoir ; ceci explique l'aspect organisation de masse de l'U.N.E.A. : il faut rassembler le maximum de monde, mais ceci explique aussi l'aspect « organisation d'avant-garde de l'U.N.E.A. », qui concrétise son inféodation politique hier au bureau politique du F.L.N. (avec le mot d'ordre de défense de la Charte d'Alger), et aujourd'hui aux organisations révisionnistes et pro-benbeliste (avec le mot d'ordre de front démocratique, etc...).



LE SYNDICALISME ÉTUDIANT PEUT-IL EXISTER ?

Ces quelques remarques nous amènent d'ailleurs à poser un problème plus large que celui de la signification de l'actuelle U.N.E.A., nous voulons parler du syndicalisme étudiant lui-même. Car il faut se garder des amalgames rapides et faciles : on entend trop souvent dire que l'U.N.E.A. est au mouvement étudiant, ce que l'U.G.T.A. est au mouvement ouvrier. Si l'on conçoit uniquement les syndicats comme des appendices de la bureaucratie du parti, dans ses tâches de caporalisation des masses, cette comparaison peut être valable. Mais si on rattache le syndicat à la défense des intérêts d'une *classe sociale* déterminée, alors le raccourci est dangereux. Car bien que bureaucratisée l'U.G.T.A. n'en regroupe pas moins un certain nombre d'ouvriers qui peuvent à un moment ou à un autre faire entendre leurs voix contre la volonté de leurs propres « dirigeants syndicaux. Cet aspect a été bien vu par le pouvoir qui s'est acharné particulièrement sur l'U.G.T.A. jusqu'à la faire disparaître complètement au mois de mai dernier.

Il n'en est pas de même des étudiants, qui ne constituent pas une

classe sociale, ne peuvent avoir d'intérêts communs à défendre.

Le syndicalisme étudiant est alors réduit — nous l'avons vu pour l'U.N.E.A. — à se faire apolitique et à lutter uniquement pour l'amélioration des conditions de vie d'étudiants qui par rapport à la majorité du peuple algérien sont déjà privilégiés : c'est le corporatisme que nous avons déjà dénoncé car il ne peut déboucher sur la remise en cause du système actuel.

Nous arrivons ainsi à la conclusion que le syndicalisme étudiant ne peut se concevoir valablement comme remise en cause de la société actuelle que s'il a une *orientation politique*. C'est à cette seule condition que le mouvement des étudiants peut rompre l'isolement où l'a placé l'action conjuguée du pouvoir et de la bureaucratie de l'U.N.E.A., pour faire sa jonction avec le mouvement des travailleurs.

Cela suppose bien sûr que les étudiants soient prêts à remettre en cause la société actuelle et à œuvrer dans le sens de l'intérêt des masses populaires.

L'honnêteté la plus simple nous impose de faire ici un constat déce-

vant. Car nous nous refusons à tomber dans la démagogie de ceux qui pour se concilier les étudiants les moins politisés, les flattent en leur faisant croire qu'ils peuvent être d'un secours quelconque pour la révolution tout en prenant place dans l'appareil de l'Etat. Un mythe particulièrement dangereux est celui du culte des études présenté comme un moyen de servir la patrie, car autre le fait qu'il prépare les étudiants à se faire absorber par le pouvoir, seul débouché pour leurs diplômes, il contribue à diffuser l'idée contre-révolutionnaire selon laquelle la solution au sous-développement de notre pays est technique et non politique.

Lénine dit bien que « les démagogues sont les plus grands ennemis du mouvement ouvrier » (Que faire ?). Aussi allons-nous essayer de voir la réalité en face.

Ce que nous constatons d'abord, c'est le rôle secondaire joué par les étudiants algériens durant la lutte de Libération Nationale et d'une façon générale le rôle joué par les intellectuels réduits à n'être que les représentants lettrés des différentes féodalités du F.L.N. Cela tient bien sûr au manque de définition du

F.L.N. et à l'absence de travail politique, mais cela tient aussi à la nature même de l'étudiant qui par sa formation et son origine bourgeoisie ou petite bourgeoisie était coupé des masses populaires.

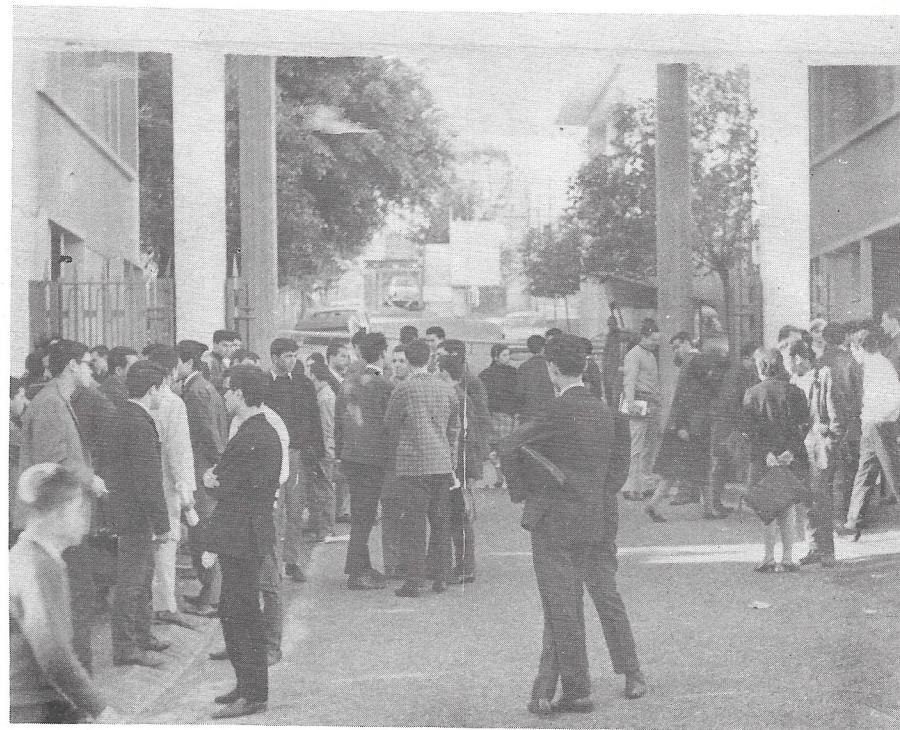
LES INTELLECTUELS ET LA REVOLUTION SOCIALISTE.

Ce problème n'est d'ailleurs pas spécifiquement algérien, partout en Afrique on assiste à la faillite quasi-totale des intellectuels qui ont préféré se transformer en agents serviles (et grassement rétribués) des bourgeois locaux et de leurs maîtres impérialistes. Qu'on ouvre les yeux et l'on verra qu'à de rares exceptions près, jamais (comme cela se produit pourtant sur d'autres continents) les intellectuels africains n'ont été à l'avant-garde du mouvement de contestation ; au contraire, on ne voit partout que conformisme, courses aux places, larbinisme, colonisation de l'esprit et soumission aux mythes occidentaux.

Cela est lié à la nature même des régimes en place dans nos pays où l'appareil de l'Etat est un moyen d'enrichissement rapide pour ceux qui peuvent y parvenir, mais cela tient aussi, certainement au fait que notre intelligentsia est un corps étranger à la société aussi bien par ses conceptions, que par son genre et son niveau de vie. Les différents festivals culturels et autres retours aux sources, ne sont en fait que des tentatives pour cacher cette vérité dont l'Algérie offre le plus bel exemple par le fossé qui existe entre les villes — surtout Alger — et les campagnes.

Devant cette situation le choix posé au jourd'hui à un étudiant Algérien est le suivant : ou devenir l'agent conscient ou inconscient de la classe dominante et, de la sorte, participer à la mise sous dépendance de notre pays et à son arriération ; ou se placer dans le cadre de la lutte des classes et choisir les camp des exploités et des opprimés. Il n'y a pas d'autre alternative.

Si l'on choisit de faire le chemin



aux côtés des ouvriers et des paysans, cela signifie que l'on a une position de classe nette, cela signifie que l'on accepte de mettre ses compétences au service des ouvriers, de la révolution socialiste contre la bourgeoisie et ses maîtres impérialistes ; cela signifie que l'on accepte de se battre, jusqu'au bout, jusqu'à la réalisation du programme ouvrier. Cela signifie, en même temps, que l'on veut faire correspondre sa pratique à sa théorie, c'est-à-dire que l'on accepte de militer dans un parti ouvrier et non de constituer une organisation à part d'étudiants et d'intellectuels révolutionnaires (un club où un groupuscule). Cela signifie, en un mot, que l'on veut être, dans tous les sens du terme : un militant du mouvement ouvrier.

A cette condition les étudiants algériens (et plus généralement les intellectuels) soucieux de participer à la transformation révolutionnaire de la situation de leur pays, peuvent jouer un rôle important et nécessaire : diffuser l'idéologie socialiste,

analyser scientifiquement la situation, en un mot, assurer la liaison des intellectuels révolutionnaires et des travailleurs pour le triomphe de la révolution socialiste.

**ETUDIANT
ALGERIEN
• LIS ET FAIS
CIRCULER
CE TEXTE**